



Organisation
internationale
du Travail



Financé par
l'Union européenne

► Note d'orientation sur la Tunisie

Impact des politiques de commerce et d'investissement
sur l'emploi productif et décent

Décembre 2024



► Le lien entre commerce, investissement, et emploi

La stratégie nationale de développement de la Tunisie accorde la priorité aux exportations et au développement, forte de décennies de promotion de la libéralisation économique et du développement institutionnel qui ont stimulé des flux importants jusqu'à la fin des années 2000. Toutefois, les déséquilibres économiques structurels, y compris les disparités régionales et le taux de chômage élevé, notamment parmi les groupes vulnérables, persistent malgré ces efforts et ont été exacerbés par les chocs comme la pandémie de COVID-19, qui a entraîné une contraction de 8,8 % de la croissance économique. Bien que les politiques nationales d'emploi (2016–2020) aient tenté de remédier à ces problèmes, leur impact demeure largement non observé.

Les principales implications des politiques de commerce, d'emploi et d'investissement sont les suivantes :

- **Le secteur manufacturier comme pilier économique** : Les politiques d'investissement et de commerce ont permis de renforcer le secteur manufacturier en tant que principal moteur de l'IDE, des exportations et de l'emploi formel. Cependant, ce secteur reste vulnérable aux chocs comme la pandémie de COVID-19.
- **Dualité onshore-offshore** : La division économique entre les secteurs onshore (protégés) et offshore (libéralisés) a permis à la Tunisie de diversifier son économie. Cependant, cette dualité a également créé des déséquilibres structurels, nécessitant des réformes pour harmoniser les avantages entre secteurs.
- **Défis institutionnels et besoin de coordination** : L'absence d'une coordination efficace entre les institutions impliquées dans les politiques de commerce et d'investissement limite leur impact. Une meilleure synchronisation et une surveillance participative sont essentielles pour améliorer l'efficacité des politiques.
- **Impact sur l'emploi et le secteur privé** : L'inadéquation de l'environnement des affaires ainsi que les défis structurels (corruption, accès limité au financement, instabilité politique) compromettent le rôle du secteur privé dans la création des emplois. Des réformes des politiques d'investissement sont nécessaires pour stimuler la compétitivité économique.
- **Réformes et interventions nécessaires** : Il faut mettre en œuvre des réformes régulières et participatives, impliquant les parties prenantes, afin d'optimiser le nombre et la qualité des emplois, notamment pour les jeunes et les femmes, qui demeurent les plus vulnérables sur le marché de travail.

► Approches sectorielles au développement des chaînes de valeur et des industries orientées vers l'exportation

L'évaluation de la chaîne de valeur vise à identifier les goulets d'étranglement et les opportunités d'expansion des marchés et des exportations, afin de générer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Ces mesures contribueront à orienter le soutien nécessaire des gouvernements et des organisations de travailleurs et d'employeurs pour améliorer la compétitivité et les exportations du secteur, et pour doter les travailleurs des compétences pertinentes. L'évaluation combine des recherches documentaires, la collecte de données d'entreprise et des entretiens avec des acteurs clés. Elle vise à élaborer une feuille de route pour aider le secteur à développer la capacité et identifier les compétences nécessaires pour accroître sa compétitivité et réaliser son potentiel d'exportation. L'évaluation suit les méthodologies de l'OIT : « commerce et les chaînes de valeur dans les activités porteuses d'emplois » (TRAVERA) et « Compétences pour le commerce et la diversification économique » (STED), et s'appuie sur des éléments clés de l'approche de l'OIT en matière de systèmes de marché du travail décent.

Le secteur choisi par les membres du groupe de travail sur les politiques pour évaluation est celui des plantes aromatiques et médicinales (PAM). En Tunisie, le secteur des plantes aromatiques et médicinales (PAM) présente un potentiel important de production, d'exportation et de

création d'emplois, notamment dans les régions défavorisées, riches en paysages forestiers, comme le Nord-Ouest et le Centre-Ouest. Malgré la diversité des PAM en Tunisie, estimée entre 300 et 492 espèces, seule une fraction est exploitée de manière organisée pour l'extraction des huiles essentielles. Ce secteur contribue à hauteur de 0,8 % à la valeur de la production agricole, à 1 % des exportations, et à 0,9 % des journées de travail agricoles par an, avec des superficies de culture de 1 396 ha pour les plantes médicinales, 3 154 ha pour les plantes aromatiques et 1 000 ha pour les plantes biologiques, en plus des plantes spontanées, présentes dans les milieux forestiers.



Tunisie. 2016/02 © Marcel Crozet/OIT

Opportunités

Les principales opportunités incluent la maîtrise de nombreuses espèces telles que le romarin, le géranium, la menthe et la rose, qui constituent des opportunités très tangibles. De plus, l'existence de projets axés sur la production de PAM démontre un engagement envers ce secteur. D'autres opportunités incluent notamment l'existence d'un secteur privé assez innovant en termes de produits, une multitude de groupements de femmes de développement agricole qui se concentrent sur le secteur PAM. De plus, le secteur bénéficie des échanges biologiques et équitables, qui contribuent à améliorer le potentiel d'exportation, de même que les politiques publiques, y compris les subventions et les programmes de formation visant à promouvoir l'agriculture durable. Les initiatives avec des partenaires internationaux se concentrent sur les techniques de culture, de transformation, et de distribution locale pour accroître la visibilité des produits.

Défis

La chaîne de valeur du PAM est confrontée à plusieurs défis, notamment l'absence d'une stratégie de développement économique spécifique, l'insuffisance des données sur les surfaces cultivées et la mauvaise coordination entre les institutions publiques. Les problèmes liés aux systèmes d'approvisionnement et de traitement entravent également les progrès, et il n'y a pas de politique de prix ni de surveillance technologique.

Recommandations pour maximiser le potentiel du secteur des plantes aromatiques et médicinales (PAM) en Tunisie :

D'abord, les entreprises doivent prioriser la gestion financière, y compris la formation en comptabilité, le calcul des coûts, la communication et les compétences interpersonnelles. La formation aux techniques de qualité des produits, telles que le séchage, le stockage et le conditionnement, ainsi qu'aux formations spécialisées en distillation des huiles essentielles et en production de cosmétiques, est également essentielle pour diversifier le secteur et répondre aux demandes locales et internationales. Il faut renforcer les compétences en marketing, en particulier dans le marketing numérique, pour tirer parti de l'économie numérique et maintenir la compétitivité sur les marchés internationaux. De plus, le développement d'une main-d'œuvre qualifiée, grâce à la formation continue face aux défis techniques, commerciaux et environnementaux, est crucial pour la croissance du secteur. Des mesures structurelles, telles que les lignes de financement dédiées, le renforcement des capacités, la réforme réglementaire et les investissements dans les équipements, sont aussi nécessaires pour soutenir le développement du secteur.

► Effets potentiels des investissements en infrastructure sur le commerce et l'emploi

L'évaluation de l'impact de l'emploi et du commerce du programme d'amélioration des performances du réseau SONEDE en Tunisie a employé des analyses quantitatives et qualitatives pour évaluer les effets du projet sur l'emploi et le commerce. L'étude fournit des enseignements exploitables pour lutter contre le chômage et relever les défis de pénurie d'eau en Tunisie. Elle souligne l'importance d'adapter la formation de la main-d'œuvre aux besoins du secteur, de promouvoir des conditions de travail décentes et d'assurer la durabilité à long terme en matière de gestion des ressources. Ces résultats pourront guider les investissements en infrastructures et les cadres de politiques à l'avenir en vue d'un développement économique inclusif.



Tunisie. 2016/02 © Marcel Crozet/OIT

Principales conclusions

- **Impact sur l'emploi** : Le projet a créé un nombre important d'emplois directs, indirects et induits dans de multiples secteurs.
- **Composition de la main-d'œuvre** : Les emplois sont prédominés par des hommes de plus de 35 ans, alors que les plus jeunes travailleurs occupent une part plus faible. Bon nombre de jeunes travailleurs occupent des postes non qualifiés, même lorsqu'ils sont embauchés de manière permanente.
- **Stabilité et informalité des emplois** : Une proportion notable des emplois est permanente et offre des avantages sociaux, mais une proportion importante reste toutefois précaire, comprenant des rôles temporaires sans contrats formels.
- **Impact sur le commerce** : Le projet permet d'améliorer la distribution d'eau dans les régions du sud et du centre, d'atténuer les pénuries d'eau et de réduire les coûts de production pour les produits à forte consommation d'eau.

Recommandations pour améliorer les résultats des investissements en infrastructure sur l'emploi et l'économie

Les recommandations suivantes ont été formulées en consultation avec les membres du groupe de travail sur les politiques en Tunisie :

- Les projets publics doivent inclure des évaluations systématiques de leur impact en matière d'emploi afin d'intégrer la création des emplois pendant la sélection des projets.
- Il est nécessaire de déployer des efforts en vue de promouvoir la participation des femmes dans les emplois liés à la construction.
- Remédier à la grave pénurie des travailleurs qualifiés et expérimentés, exacerbée par la migration, la formation inadéquate et la faible valeur sociale accordée au travail manuel.
- Encourager le recrutement de la main-d'œuvre locale, plutôt que la dépendance habituelle sur les travailleurs externes expérimentés.
- Renforcer la collaboration entre les programmes de formation professionnelle et les employeurs pour doter les travailleurs des compétences requises par le marché de travail.

► À propos du programme IECI

« [Intégration de l'emploi dans le commerce et l'investissement](#) » (IECI), est un programme régional de quatre années, financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par l'Organisation internationale du Travail. L'objectif général du programme est de permettre aux décideurs politiques de la région du Sud de la Méditerranée d'intégrer les questions d'emploi dans les politiques de commerce et d'investissement, et de concevoir et de mettre en œuvre des interventions qui, à terme, optimisent la quantité et la qualité des emplois créés dans la région.

Coordonnées de contact	Organisation internationale du Travail Route des Morillons 4 CH-1211 Genève 22 Suisse	DOI: https://doi.org/10.54394/XDOP1928 E: meti@ilo.org W: www.ilo.org/meti
------------------------	---	--



ilo.org

Organisation internationale du Travail
Route des Morillons 4
CH-1211 Geneva 22
Switzerland